

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

PRIORITÉ STRATÉGIQUE DES BANQUES
FRANÇAISES

Études économiques

Octobre 2021

PRINCIPAUX FAITS ET CHIFFRES – AOÛT 2021

- À fin août 2021, le taux de croissance annuel des crédits bancaires aux entreprises s'établit à **+2,3%** après +2,7% en juillet. Cette moindre hausse reflète un effet de base, lié à la forte augmentation de l'encours au printemps et à l'été 2020, premiers mois de production des PGE. Pour autant, le niveau du crédit demeure soutenu : **+ 14,5%** par rapport aux niveaux pré-crise d'il y a deux ans.
- Le montant des encours s'élève à **1.210 milliards d'euros** (contre 1.215 milliards d'euros à fin juillet), dont :
 - ✓ **830 milliards d'euros** de crédits d'investissement (contre 829 milliards d'euros à fin juillet) en progression de **4,9%** sur un an (contre +5,0% à fin juillet),
 - ✓ **313 milliards d'euros** de crédits de trésorerie (contre 318 milliards d'euros à fin juillet) en baisse de **3,8%** sur un an (contre -2,5% à fin juillet).
- La France connaît toujours une croissance plus dynamique que la zone euro (**+1,0%**), avec des taux beaucoup plus favorables pour les emprunteurs (taux moyen de **1,40%** contre **1,71%** appliqués aux PME).

CRISE SANITAIRE: MOBILISATION TOTALE DES BANQUES FRANÇAISES

- Comme elles le font depuis le début de la crise sanitaire, les banques françaises soutiennent l'économie, accompagnent les entreprises et adaptent leurs dispositifs en fonction de l'évolution de la situation.
- Le prêt garanti par l'Etat (PGE) a ainsi été rapidement et massivement déployé : plus de **691.000 entreprises** en ont bénéficié pour un total de **142,5 milliards d'euros¹**.
- La mise en place des prêts participatifs relance, co-construits avec l'Etat et les investisseurs, souligne à nouveau la volonté des banques françaises ainsi que leur mobilisation de proximité pour la relance de l'économie.



¹Chiffres au 1^{er} octobre 2021

ILS L'ONT DIT

« Je tiens à remercier une nouvelle fois les banques françaises pour leur engagement depuis le premier jour de cette crise pour soutenir notre économie et soutenir nos PME. »

Bruno Le Maire,

*Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance
Discours de présentation des prêts participatifs Relance et des obligations Relance, 4 mars 2021*

« Le prêt garanti par l'État a servi de bouée de sauvetage »

Geoffroy Roux de Bézieux,

*Président du Medef
Interview à Var-Matin, 19 septembre 2020*

« Les banques ont répondu rapidement et massivement aux importants besoins de financement des acteurs économiques, d'abord via les tirages de lignes de crédit ou par des rachats de titres de dettes détenus par les fonds monétaires, puis en octroyant aux entreprises des prêts garantis par l'État. »

Conclusions du rapport de l'ACPR sur la situation des grands groupes bancaires français à fin 2020 , Juin 2021

L'ÉCONOMIE BÉNÉFICIE DE CRÉDITS EN PROGRESSION

2.813 milliards d'euros, c'est l'encours de crédits pour les projets des ménages et des entreprises

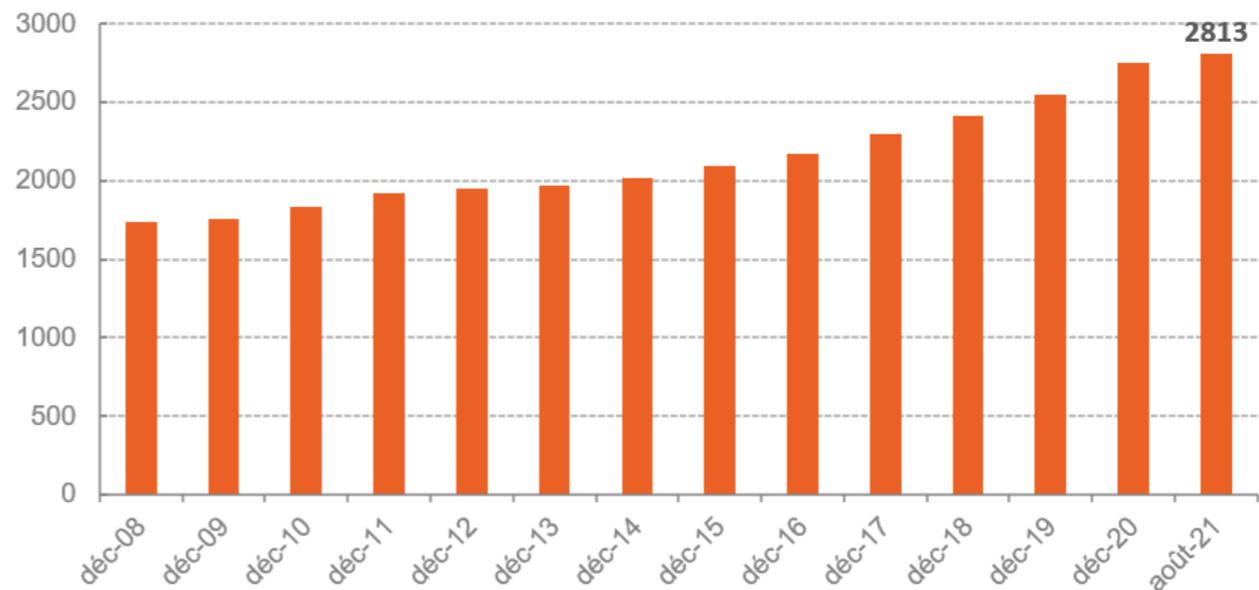
↗ En progression: **+4,2%** sur un an

(Banque de France, à fin août 2021)

62%
de crédits en plus
pour l'économie
en France
depuis 2008

Encours de crédits à l'économie en France (en milliards d'euros)

Source : Banque de France



POUR SE DÉVELOPPER, LES ENTREPRISES ONT BESOIN DE FINANCEMENT



25 milliards d'euros de nouveaux crédits mensuels aux entreprises c'est :

- ✓ **0,79 milliard d'euros** de nouveaux crédits aux entreprises par jour pour investir dans de nouveaux équipements de production (usines, véhicules, technologies...) ou financer leurs besoins de trésorerie
- ✓ Chaque heure, **33 millions d'euros** mobilisés vers les entreprises

(Banque de France, à fin août 2021)

Plus d'
**1,3 million
de PME**
se financent par
le crédit

LES ENTREPRISES ONT 1.210 MILLIARDS D'EUROS DE CRÉDITS À LEUR DISPOSITION DONT 142,5 MILLIARDS D'EUROS DE PGE

1.210 milliards d'euros de crédits aux entreprises

+ 2,3% sur un an

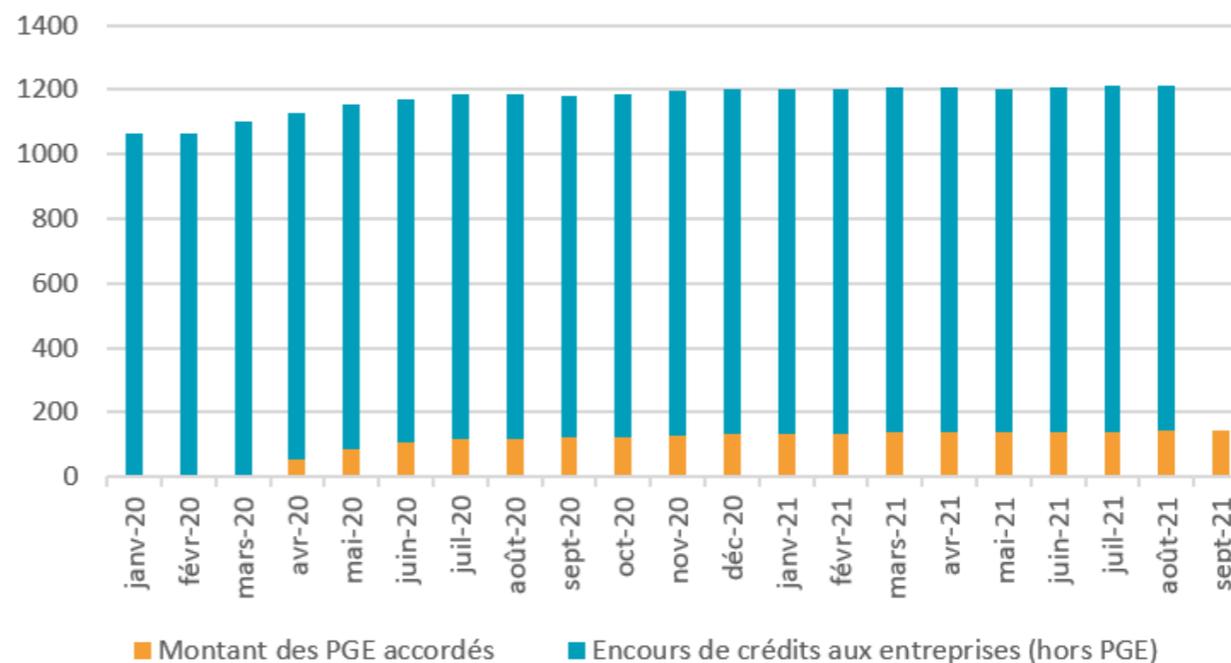
- **+ 4,9%** de crédits d'investissement
(dont + 4,7% pour l'équipement)
- **- 3,8%** de crédits de trésorerie

(Banque de France, crédits aux sociétés non financières, à fin août 2021)

+ 50%
pour le financement
des entreprises
en 10 ans

**Crédits aux entreprises en France et montant des PGE accordés
(en milliards d'euros)**

Sources : Banque de France et Ministère de l'Économie et des Finances



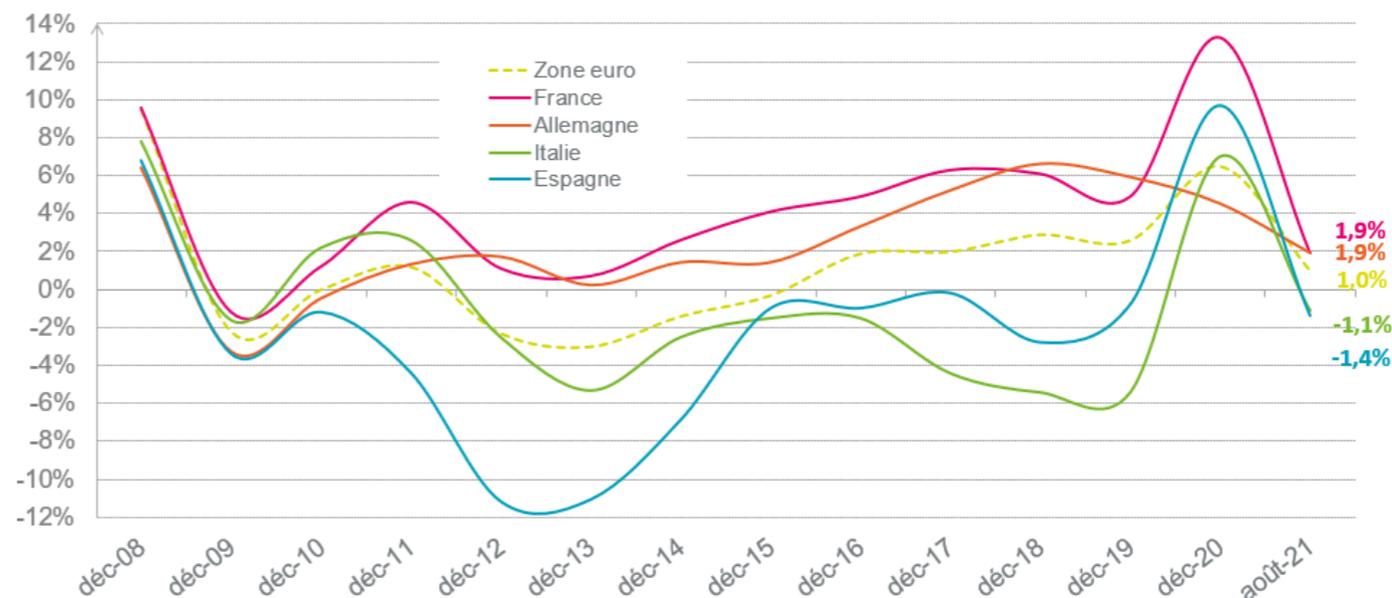
LA CROISSANCE DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES EN FRANCE EST L'UNE DES PLUS ÉLEVÉES DE LA ZONE EURO

- La croissance annuelle des crédits aux entreprises ralentit en France : **+ 1,9% en août** - en lien avec la forte augmentation de l'encours au printemps et à l'été 2020, premiers mois de production des PGE
- Mais demeure nettement plus élevée que celle de la zone euro: **+ 1,0%**

(Banque centrale européenne, à fin août 2021)

Taux de croissance des crédits aux entreprises en Europe

Source : Banque centrale européenne



APRÈS AVOIR ATTEINT DES NIVEAUX INÉDITS AVEC LA MISE EN PLACE DU PGE, LA PRODUCTION MENSUELLE DE NOUVEAUX CRÉDITS RETROUVE UN NIVEAU DYNAMIQUE D'AVANT-CRISE COVID

- **25 milliards d'euros** de crédits nouveaux* accordés aux entreprises au cours du mois d'août 2021
- Sur l'ensemble de l'année 2020, la production de nouveaux crédits était en moyenne de **36 milliards d'euros** chaque mois (après **27 milliards d'euros** en 2019 et **26 milliards d'euros** en 2018)

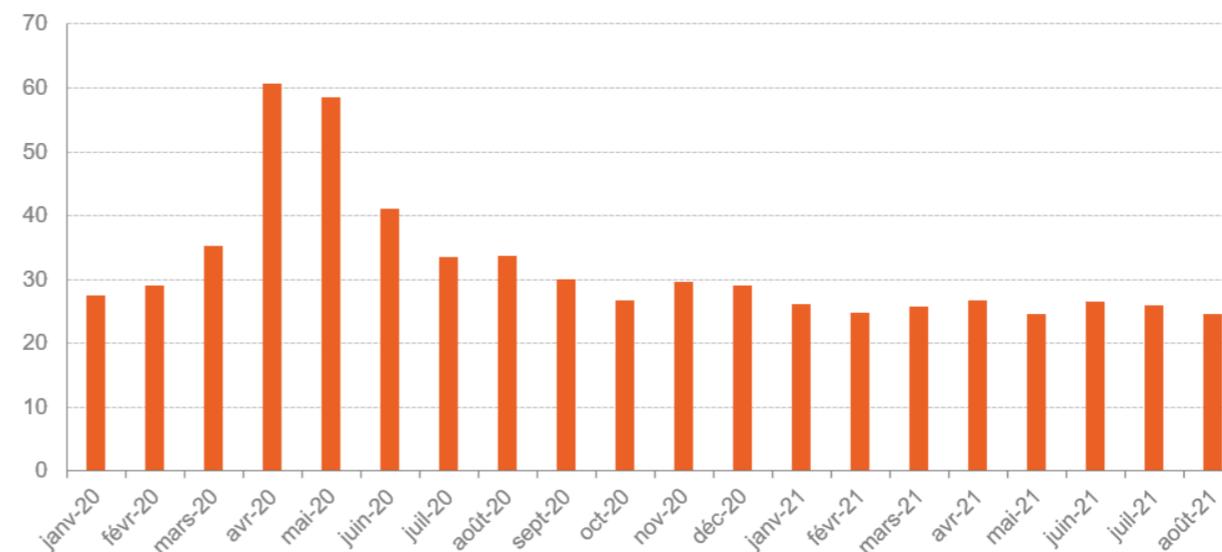
*Flux corrigés des variations saisonnières

323
milliards d'euros
de crédits nouveaux
aux entreprises
en cumul sur un an

(Banque de France, à fin août 2021)

Production mensuelle de nouveaux crédits aux entreprises (flux corrigés des variations saisonnières, en milliards d'euros)

Source : Banque de France



LES ENTREPRISES FINANCÉES PAR LE CRÉDIT ET LE MARCHÉ, GRÂCE AUX BANQUES

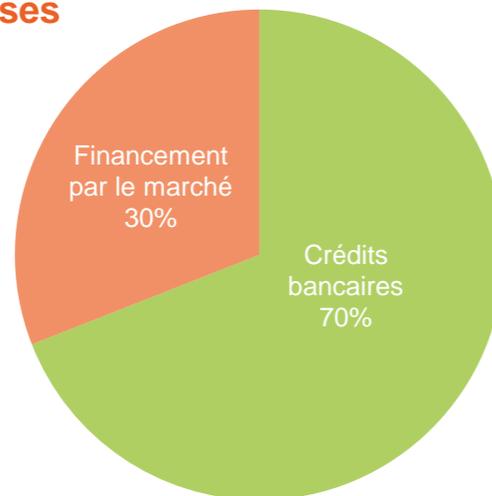
1.910 milliards d'euros de financement des entreprises

(Banque de France, financement des SNF, à fin août 2021)

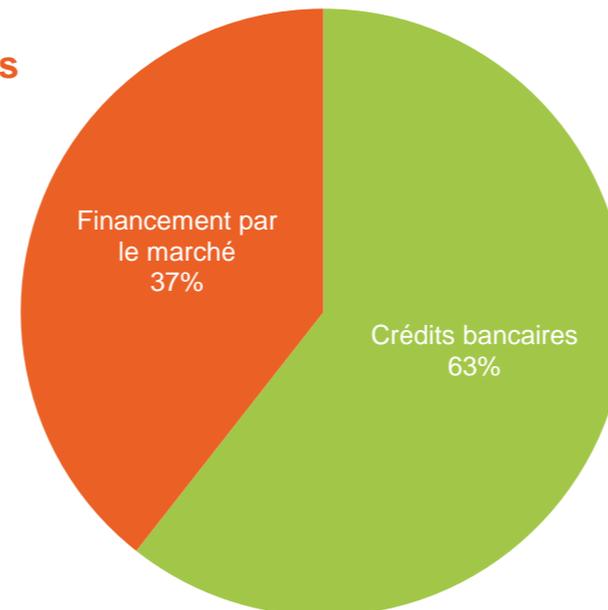
- ➔ en progression : **+ 1,5%** sur un an
- ✓ par le crédit : **1.210 milliards d'euros** (+ 2,3% sur un an)
- ✓ par le marché : **700 milliards d'euros** (+ 0,2% sur un an)

+ 7 points
pour le financement
par le marché
depuis 2009

Financement
des entreprises
2009



Financement
des entreprises
2021



(Banque de France, financement des SNF, à fin août 2021)

PLUS D'1,3 MILLION DE PME FINANCÉES PAR LE CRÉDIT

527 milliards d'euros de crédits mobilisés en faveur de 1,3 million de PME en France

(crédits > 25.000 €)

+ 5,7% sur un an

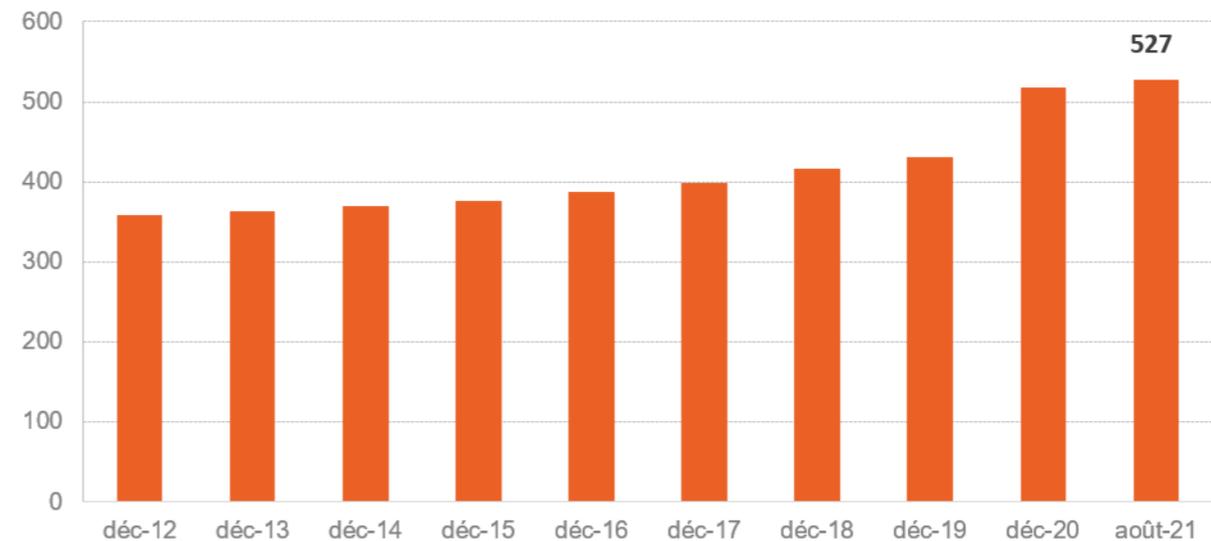
(Banque de France, crédits par taille d'entreprises, à fin août 2021)

Plus de la
moitié
des crédits aux
entreprises vont aux
PME*

*Banque de France, à fin août 2021, statistique intégrant les PME, les ETI et les GE

Crédits mobilisés aux PME en France (en milliards d'euros)

Source : Banque de France



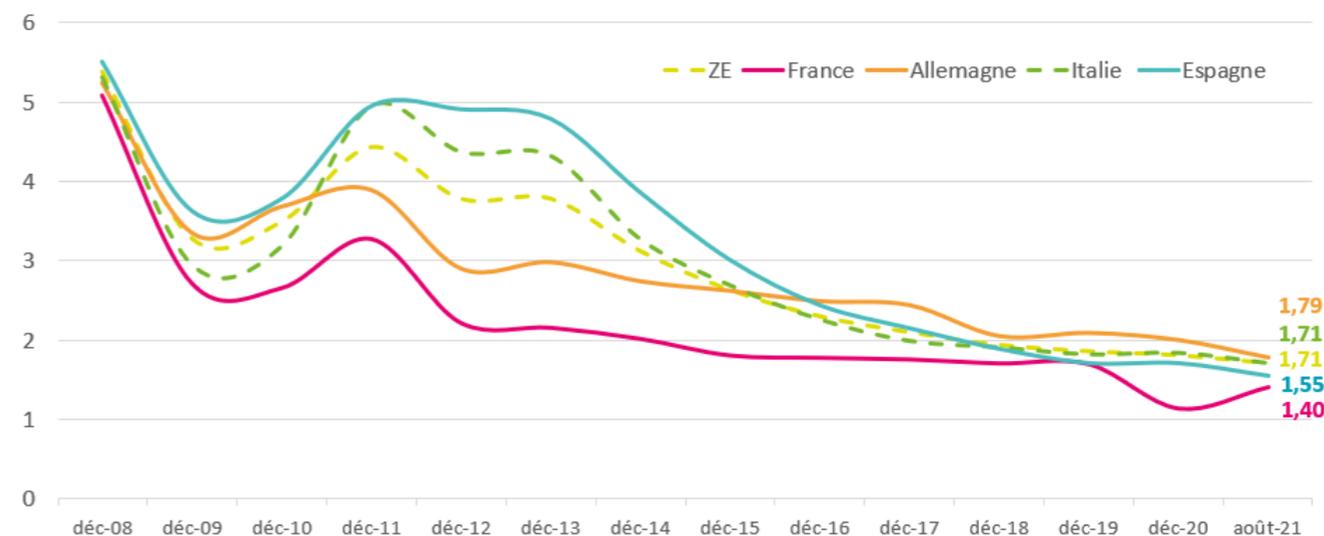
LES PME BÉNÉFICIENT DE TAUX FAVORABLES

- Depuis 2008, les taux d'intérêt pratiqués pour les nouveaux crédits aux PME sont bas en France. Et avec la mise en place des prêts garantis par l'État, ils atteignent des niveaux inédits
- Ils sont très largement favorables aux projets des PME avec une différence de **31 points** de base en août, comparés à la moyenne de la zone euro

(Banque centrale européenne, séries statistiques taux des nouveaux crédits inférieurs à un million d'euros et dont la période de fixation est de moins d'un an, à fin août 2021)

Taux d'intérêt des nouveaux crédits pratiqués aux PME (en pourcentage)

Source : Banque centrale européenne



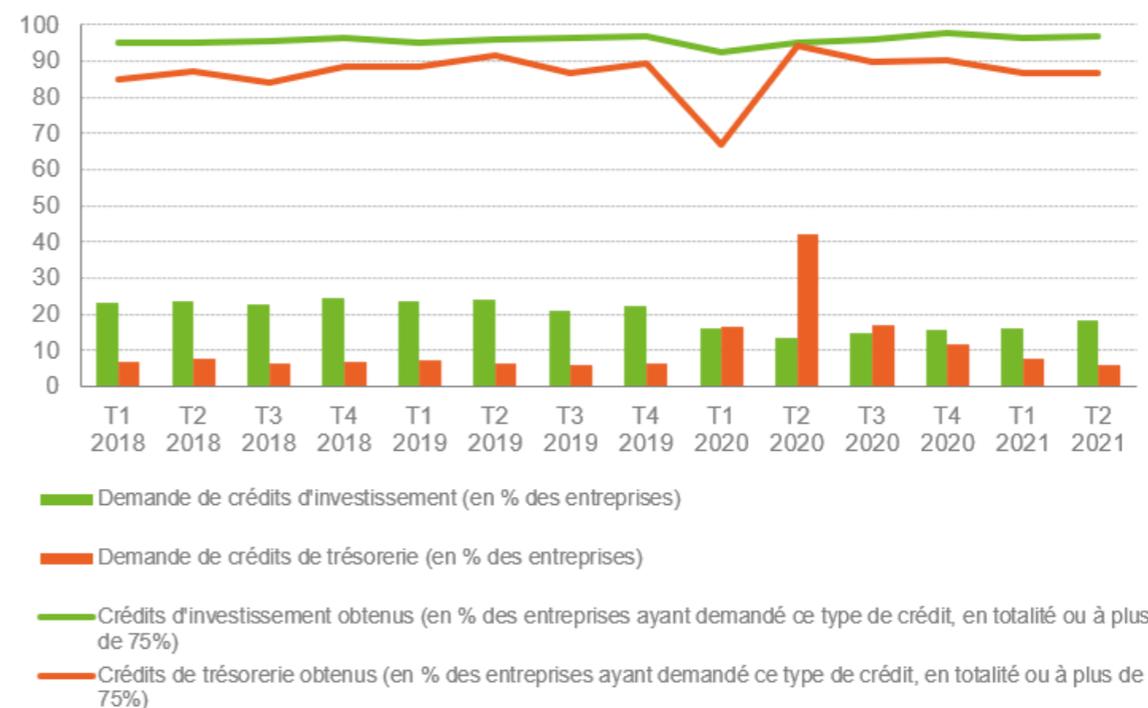
LES PME CONTINUENT À ACCÉDER AISÉMENT AU CRÉDIT

- Après un pic atteint au 2^{ème} trimestre 2020, les demandes de nouveaux crédits de trésorerie se stabilisent à leurs niveaux d'avant crise : **6%** des PME ont fait une demande au cours du 2^{ème} trimestre 2021. Les demandes de nouveaux crédits d'investissement restent légèrement en-dessous de leurs niveaux d'avant crise à **18%** des PME
- Le taux d'accès des PME aux crédits de trésorerie demeure élevé au 2^{ème} trimestre 2021 avec **87%** de demandes satisfaites (contre 86% au trimestre précédent)
- Le taux d'accès aux crédits d'investissement se maintient à un haut niveau avec **97%** des PME qui obtiennent en totalité ou en grande partie les crédits demandés, après 96% au 1^{er} trimestre 2021

(Banque de France, enquête auprès de 4.000 PME et 2.500 TPE au 2^{ème} trimestre 2021)

Demande et accès des PME au crédit en France (en pourcentage)

Source : Banque de France



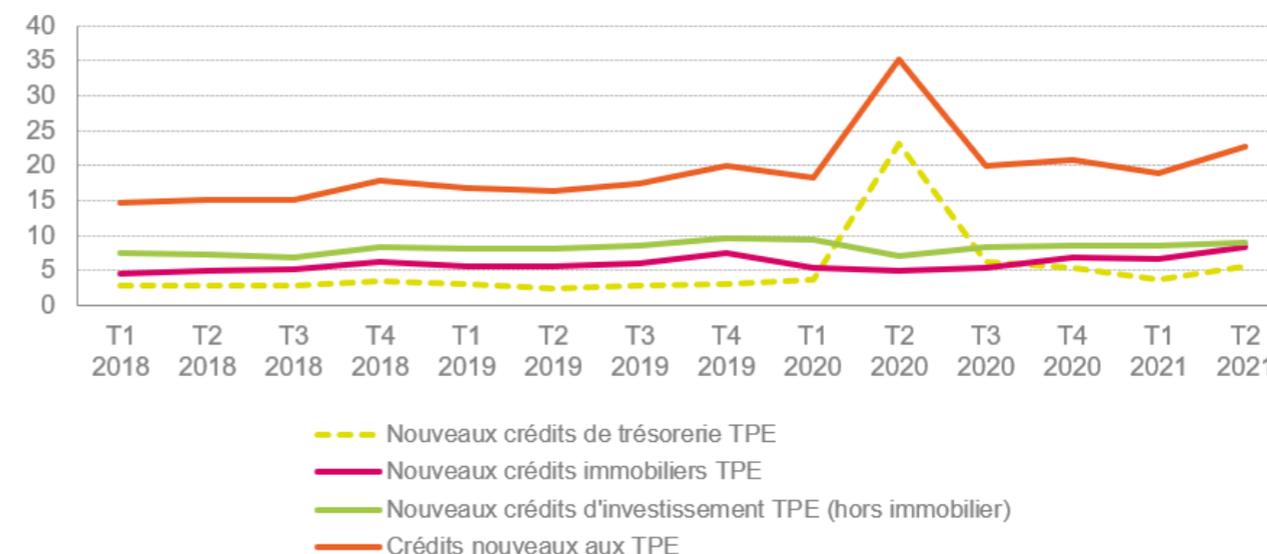
LES TRÈS PETITES ENTREPRISES ONT AUSSI DU CRÉDIT

- **361,1 milliards d'euros de crédits aux TPE (+ 10,5% sur un an)** à la fin du deuxième trimestre 2021, porté en particulier par les crédits de trésorerie en forte hausse sous l'effet des prêts garantis par l'État
- **22,8 milliards d'euros de crédits nouveaux aux TPE** au deuxième trimestre 2021 dont près de la moitié pour leur équipement

(Banque de France, financement des micro-entreprises, à la fin du 2^{ème} trimestre 2021)

Nouveaux crédits aux TPE (en milliards d'euros)

Source : Banque de France



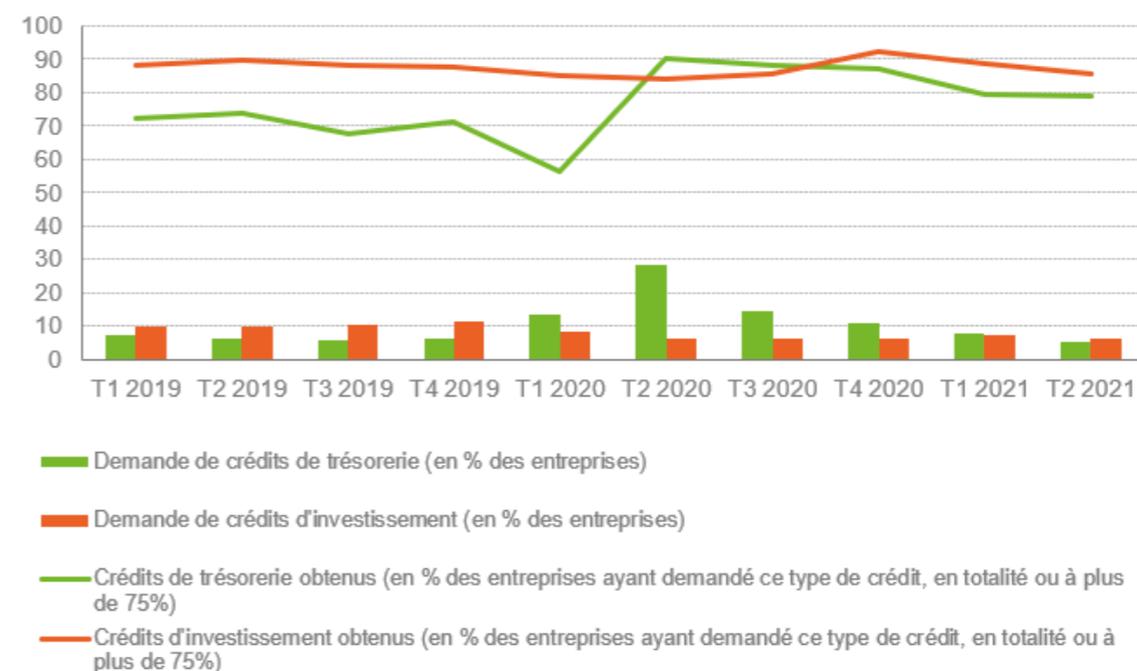
LES TPE ACCÈDENT AISÉMENT AU CRÉDIT

- Après le pic atteint au 2^{ème} trimestre 2020, la proportion de TPE demandant des nouveaux crédits de trésorerie diminue à nouveau au 2^{ème} trimestre 2021: **5%** après 8% au trimestre précédent. La proportion relative à la demande de nouveaux crédits d'investissement recule d'un point à **6%** des TPE
- Le taux d'obtention des crédits de trésorerie pour les TPE reste élevé avec **79%** des demandes satisfaites
- Le taux d'accès aux crédits d'investissement se maintient à un haut niveau avec **85%** des TPE qui obtiennent en totalité ou en grande partie les crédits demandés, après 89% au 1^{er} trimestre 2021

(Banque de France, enquête auprès de 4.000 PME et 2.500 TPE au 2^{ème} trimestre 2021)

Demande et accès des TPE au crédit en France (en pourcentage)

Source : Banque de France



LE PGE: DISPOSITIF CENTRAL POUR LES ENTREPRISES

LE PGE: DISPOSITIF CENTRAL POUR LES ENTREPRISES

- Le PGE a été très rapidement et massivement distribué par les réseaux bancaires auprès de leurs clients entreprises et professionnels, afin de soutenir leur trésorerie, suite à l'arrêt ou à la baisse d'activités.
- Aujourd'hui, ce sont plus de **691.000 entreprises** pour **142,5 milliards d'euros** qui ont bénéficié d'un PGE.
- Tous les secteurs et tous les territoires bénéficient du PGE.

Déploiement des prêts garantis par l'État au 1^{er} octobre 2021

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

| | |
|--|-------|
| Montant des demandes recensées par les banques (cumul, Md€) (au 27 août) | 140,9 |
| Montant des demandes accordées par les banques (cumul, Md€) | 142,5 |
| Taux de refus sur les demandes éligibles (au 27 août) | 2,9% |

Sources : Fédération bancaire française (demandes recensées et taux de refus, pour les six principaux groupes bancaires français), Bpifrance (demandes accordées, sur la base des déclarations par les banques et les entreprises sur la plateforme mise à disposition par Bpifrance), DG Trésor (demandes accordées pour les grandes entreprises)

Suivi des entités bénéficiant du PGE au 1^{er} octobre 2021 – ventilation par taille, encours en milliards d'euros

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

| Taille | Nombre de bénéficiaires | | Montants accordés | |
|-------------------------------------|-------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| | Nombre | Part dans le total | Encours | Part dans le total |
| Grandes entreprises | 48 | 0,01% | 17,003 | 12,05% |
| Entreprises de taille intermédiaire | 1 213 | 0,18% | 15,568 | 11,03% |
| Petites et moyennes entreprises | 41 854 | 6,05% | 53,987 | 38,25% |
| Très petites entreprises | 607 207 | 87,79% | 51,929 | 36,79% |
| Autres | 41 353 | 5,98% | 2,649 | 1,88% |
| Totaux | 691 675 | 100% | 141,136 | 100% |

LE PGE: DISPOSITIF CENTRAL POUR LES ENTREPRISES

Suivi des entités bénéficiant du PGE au 1^{er} octobre 2021 – ventilation par secteur d'activité, encours en milliards d'euros

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

| Secteur d'activité | Nombre de bénéficiaires | | Montants accordés | | Part dans la VA (2018, VA branche) | Intensité recours au PGE (part montant / part VA) |
|---|-------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|------------------------------------|---|
| | Nombre | Part dans le total | Encours | Part dans le total | | |
| AGRICULTURE SYLVICULTURE ET PECHE | 22 820 | 3,30% | 1,710 | 1,21% | 1,83% | 0,66 |
| INDUSTRIES EXTRACTIVES | 235 | 0,03% | 0,163 | 0,12% | 0,09% | 1,27 |
| INDUSTRIE MANUFACTURIERE | 48 025 | 6,94% | 22,595 | 16,01% | 10,92% | 1,47 |
| PROD DISTRIBUTION D ELECTRICITE GAZ VAPEUR D AIR CONDITIONNE | 228 | 0,03% | 0,169 | 0,12% | 1,66% | 0,07 |
| PROD DISTRIB D EAU ASSAINISSEMENT GESTIONS DECHETS DEPOLLUTIO | 1 437 | 0,21% | 0,663 | 0,47% | 0,73% | 0,65 |
| CONSTRUCTION | 90 459 | 13,08% | 12,114 | 8,58% | 5,62% | 1,53 |
| COMMERCE REPARATION D AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES | 151 315 | 21,88% | 33,405 | 23,67% | 10,34% | 2,29 |
| TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE | 23 546 | 3,40% | 9,109 | 6,45% | 4,50% | 1,44 |
| HEBERGEMENT ET RESTAURATION | 100 337 | 14,51% | 11,028 | 7,81% | 2,95% | 2,65 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION | 17 770 | 2,57% | 4,825 | 3,42% | 5,35% | 0,64 |
| ACTIVITES FINANCIERES ET D ASSURANCE | 11 553 | 1,67% | 14,516 | 10,28% | 3,86% | 2,67 |
| ACTIVITES IMMOBILIERES | 16 954 | 2,45% | 1,773 | 1,26% | 12,91% | 0,10 |
| ACTIVITES SPECIALISEES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES | 65 669 | 9,49% | 14,845 | 10,52% | 8,14% | 1,29 |
| ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN | 25 463 | 3,68% | 5,769 | 4,09% | 5,86% | 0,70 |
| ADMINISTRATION PUBLIQUE | 41 | 0,01% | 0,005 | 0,00% | — | — |
| ENSEIGNEMENT | 13 183 | 1,91% | 1,213 | 0,86% | 5,38% | 0,16 |
| SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE | 48 283 | 6,98% | 3,355 | 2,38% | 9,17% | 0,26 |
| ARTS SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES | 14 554 | 2,10% | 2,427 | 1,72% | 1,40% | 1,23 |
| AUTRES ACTIVITES DE SERVICES | 39 453 | 5,70% | 1,440 | 1,02% | 1,35% | 0,76 |
| ACTIVITES EXTRA TERRITORIALES | 3 | 0,00% | 0,000 | 0,00% | — | — |
| APE NON RENSEIGNE | 347 | 0,05% | 0,013 | 0,01% | — | — |
| Totaux | 691 675 | 100% | 141,136 | 100% | 100% | — |

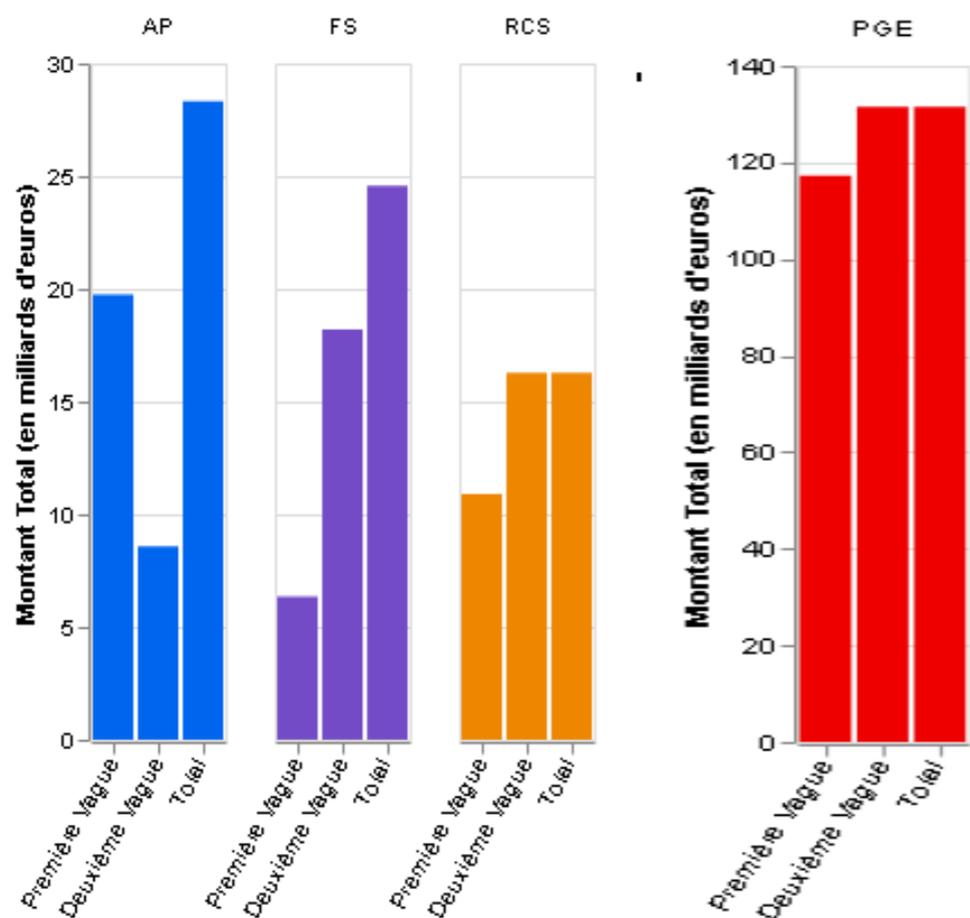
Tableau réalisé sans 7 176 siren invalides ou non reconnus, sans les non-résidents pour un encours de 1,329 milliards d'€

LE PGE: DISPOSITIF CENTRAL POUR LES ENTREPRISES

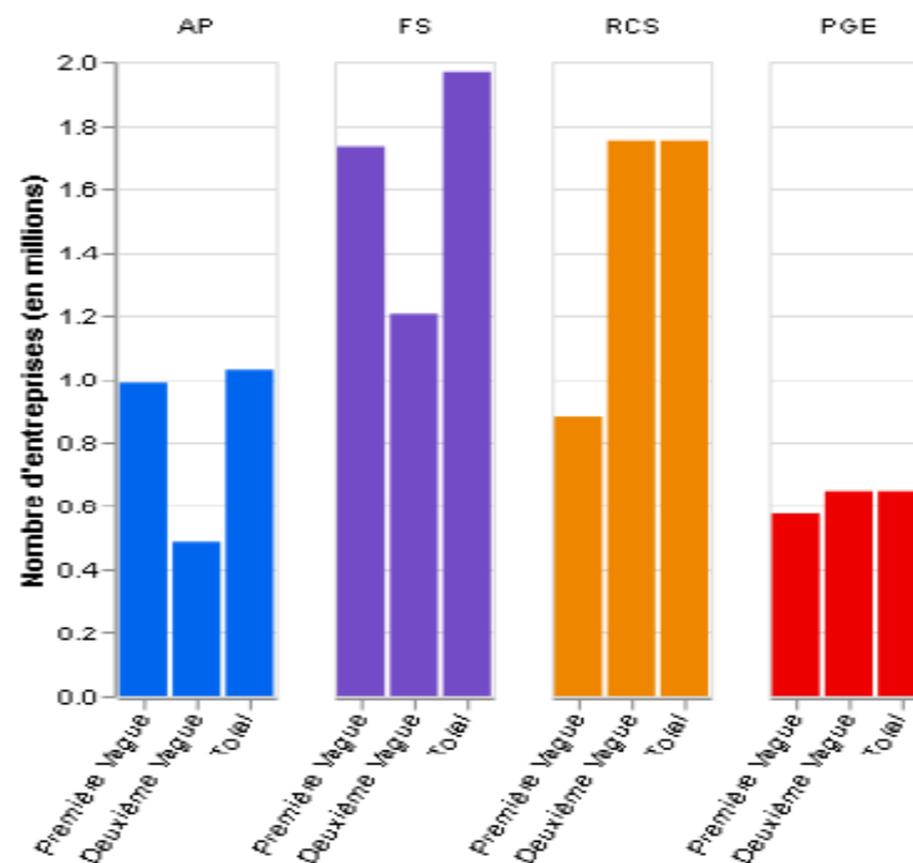
Recours aux dispositifs de soutien de mars 2020 à mars 2021

Source : Comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de Covid-19, Rapport final, Juillet 2021

Montant des aides en milliards d'euros par période



Nombre d'entreprises bénéficiaires par dispositif et par période



LE PGE: DISPOSITIF CENTRAL POUR LES ENTREPRISES

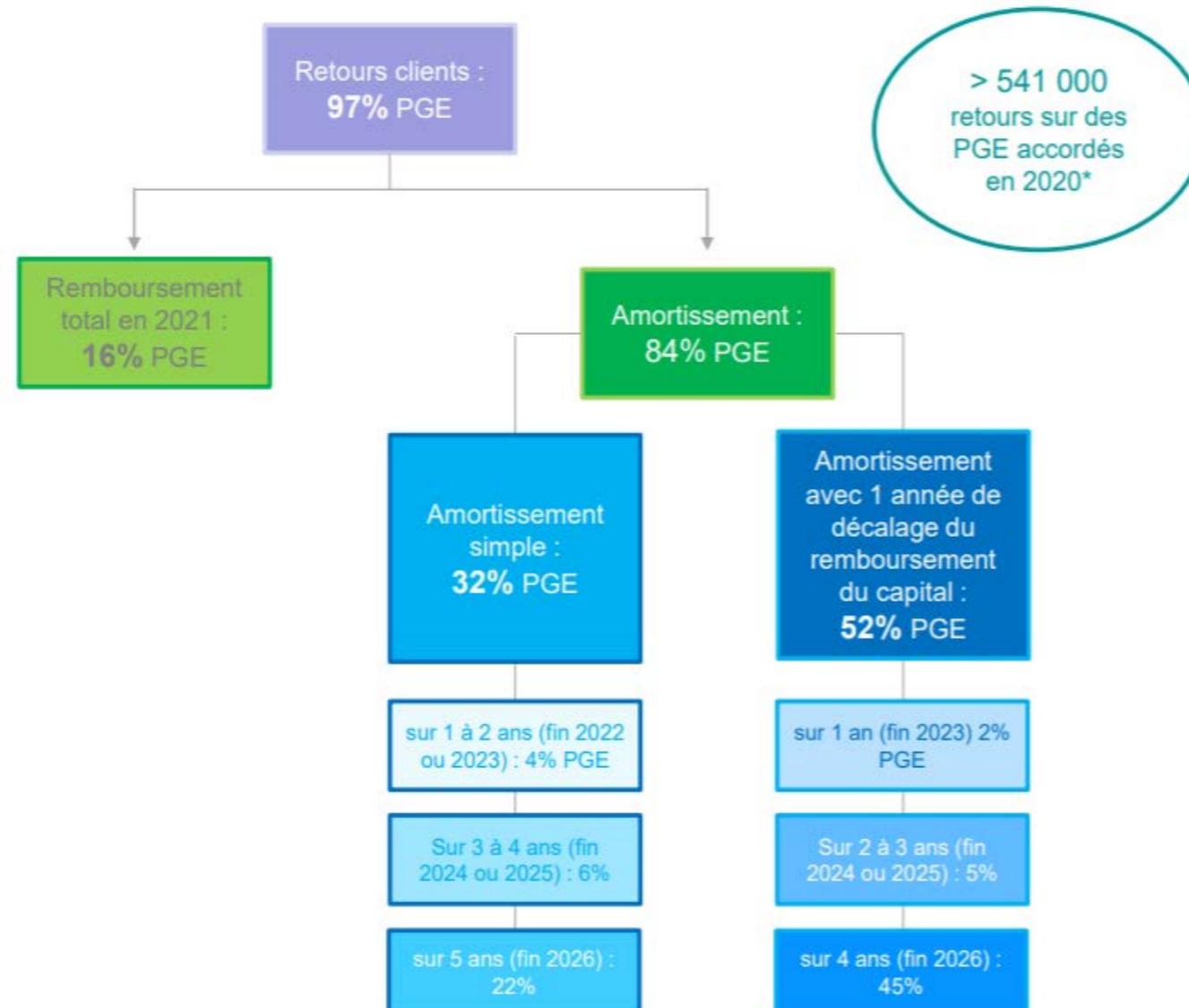
- S'agissant du remboursement du PGE, deux à quatre mois avant la date anniversaire de sa conclusion, le conseiller donne les conditions de taux applicables dans son établissement pour les différentes maturités possibles, dans le respect de l'engagement de prix coûtant pris par la profession bancaire. Chaque banque se détermine en fonction de son coût de ressource. S'y ajoute le coût de la garantie de l'Etat, déjà fixé par les textes.
- Dans les conditions actuelles, le taux pour l'emprunteur s'établit entre **1%** et **2,5%** par an, pour les TPE / PME¹, en fonction de la maturité choisie, garantie d'Etat de 0,5% à 1% comprise.
- A l'issue de la première année, le dirigeant de l'entreprise peut décider de:
 - ✓ Rembourser immédiatement son PGE ;
 - ✓ L'amortir sur une période additionnelle de 1 à 5 ans ;
 - ✓ Ou de mixer les deux.
- Il est également possible d'intégrer dans la phase d'amortissement une nouvelle période d'un an où seuls les intérêts et le coût de la garantie d'Etat seront payés, en restant dans une durée totale de prêt de 6 ans.

¹TPE/PME : moins de 250 salariés et un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros de chiffres d'affaires ou un total de bilan de 43 millions d'euros

LE PGE: DISPOSITIF CENTRAL POUR LES ENTREPRISES

Choix du remboursement des PGE au 14 septembre 2021

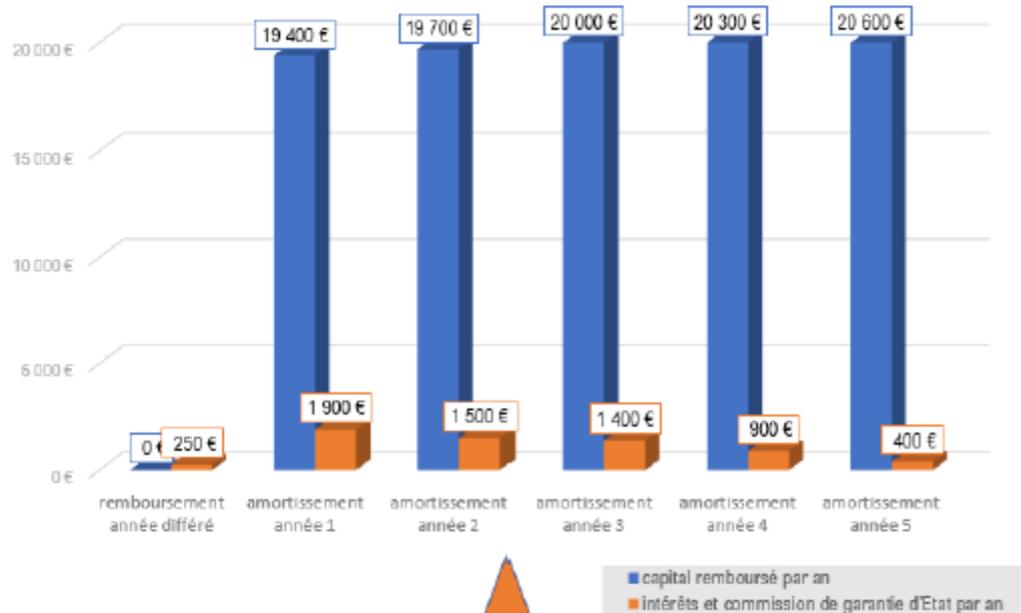
Source : FBF



LE PGE: DISPOSITIF CENTRAL POUR LES ENTREPRISES

Simulation Entreprise 1

PGE de 100 000€, avec un amortissement mensuel sur base 5 ans



ex. pour un PGE octroyé en 2020

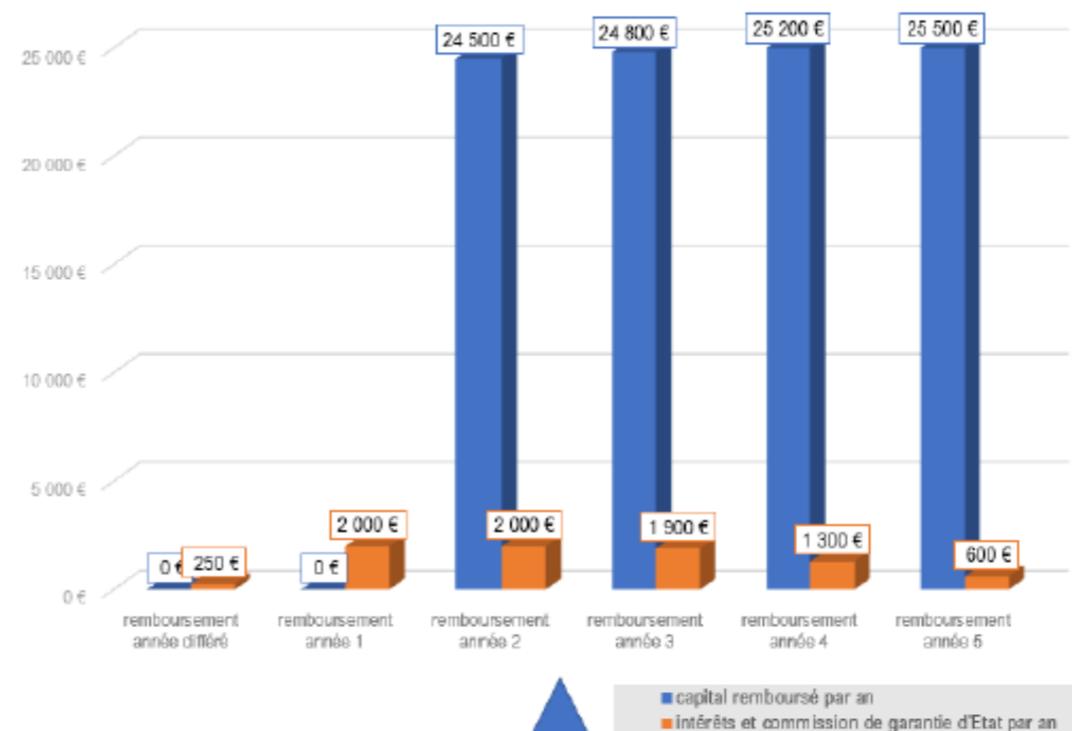
Soit pour 100 000 € de PGE empruntés :

- un coût global de 6 100€ (commission de garantie incluse)
- des remboursements sous forme mensuelle de 1 800€ (en moyenne lissée sur la période d'amortissement)
- 19 400€ de capital remboursé la 1^{er} année d'amortissement (80 600€ de capital restant dû)

* calculs simplifiés

Simulation Entreprise 2

PGE de 100 000€, avec un amortissement annuel sur base 4 ans, après un 1er remboursement de capital en année 2



ex. pour un PGE octroyé en 2020

Soit pour 100 000 € de PGE empruntés :

- un coût global de 7 800€ (commission de garantie incluse)
- des remboursements sous forme annuelle de 21 600€ (en moyenne lissée sur la période d'amortissement)
- 0€ de capital remboursé la 1^{er} année d'amortissement (100 000€ de capital restant dû)

* calculs simplifiés

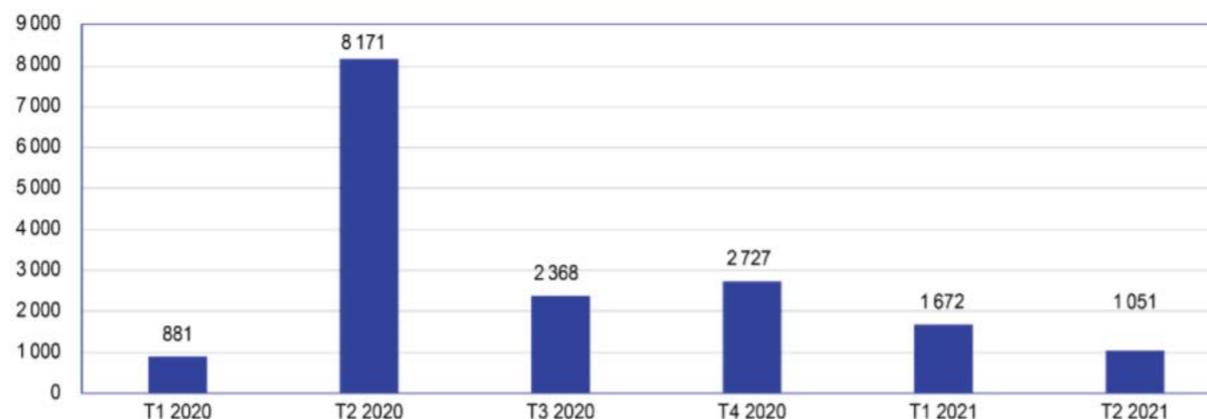
ANNEXES

LA MÉDIATION DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES AU 1^{ER} SEMESTRE 2021

- Au cours du premier semestre 2021, le nombre de dossiers éligibles à la médiation décroît, en cohérence avec la diminution des demandes de PGE. Ainsi, sur cette période, plus de **2.700 dossiers** ont été éligibles, ce qui représente un volume de demandes comparable à celui du quatrième trimestre 2020. Le recul observé s'accroît au deuxième trimestre avec un rythme mensuel de 350 demandes de médiation qui demeure toutefois supérieur à celui observé avant crise.
- Les demandes de médiation émanent toujours très majoritairement (**84,5%**) de TPE. Le secteur des services demeure celui qui sollicite le plus la médiation, mais sa part tend à reculer au cours de la période pour s'établir à **49,1%** au deuxième trimestre (**55,7%** au premier trimestre). Cette évolution est principalement consécutive à la diminution, au sein de ce secteur, de la part des entreprises de l'hébergement-restauration qui représentent au deuxième trimestre 10,4% des demandes (17,9% au premier trimestre).

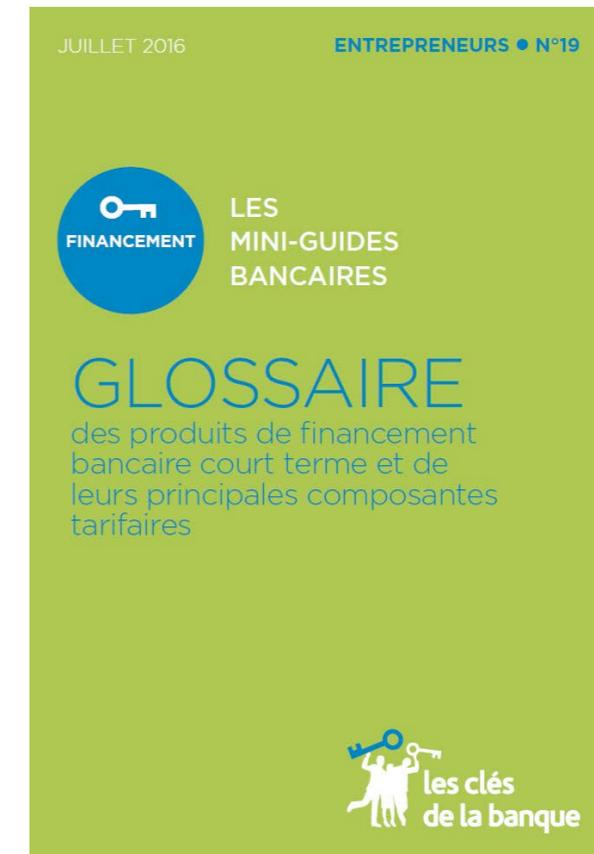
Médiation du crédit aux entreprises – Nombre de dossiers éligibles

Source : Médiation du crédit aux entreprises



TPE-PME / BANQUES : DES AVANCÉES DEPUIS 2014

- Depuis 2014, les banques ont mis en œuvre des mesures pour répondre aux attentes des PME et renforcer la bonne relation entre l'entrepreneur et sa banque, notamment sur les produits de financement court terme et la lisibilité de leurs tarifs (délai de réponse, explication du refus d'un crédit et indication des recours possibles, information sur le financement de la trésorerie et du court terme).
- L'avancée des relations banques-TPE/PME a été constatée en 2015 par l'Observatoire du Financement des Entreprises :
« l'annonce des 5 mesures par la FBF en juin 2014 a conduit à une action des banques en faveur d'une amélioration du dialogue entre les banques et les TPE et PME, ce qui était l'objectif partagé ».
- En 2016, les banques ont pris 4 préconisations pour améliorer la lisibilité des tarifs des produits de financement court terme pour les professionnels et TPE (réalisation d'un glossaire, mise en place d'une nouvelle présentation des lignes tarifaires, proposition d'un rendez-vous systématique entre le professionnel et son banquier, création d'un nouveau service d'information sur les frais annuels payés).



PME : VOTRE SITE DÉDIÉ



- **Site pratique** et dédié aux PME
- **Des réponses** aux questions quotidiennes : Parler avec son banquier ? Préparer un projet ? Financer sa trésorerie...
- **Des témoignages**, des reportages, des vidéos avec des chefs d'entreprises, des banquiers locaux...



PME / BANQUES : DIALOGUE SUR LE TERRAIN

- **Des relations fréquentes avec les organisations représentant les PME :**

- ✓ **La FBF au niveau national :**

- Observatoire du financement des entreprises, Comité consultatif du secteur financier (CCSF), Médiation du crédit aux entreprises, bilatérales (CCI, MEDEF, CPME, U2P, fédérations professionnelles...)

- ✓ **Plus de 100 Comités des banques FBF** partout en France :

- Préfectures, Banque de France, CCI, MEDEF, CPME, Chambres des métiers, fédérations professionnelles, collectivités...

- **Des rencontres régulières banques-PME en région :**

- Près de **5.000 PME participantes**
- Thématiques : sécurité, innovation, trésorerie, développement / croissance
- Avec CCI, Chambres des métiers, MEDEF ou CPME

DES ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES QUI MENACENT CETTE DYNAMIQUE (1/2)

- **Accords de Bâle: Un impact potentiellement massif sur le financement européen:**
 - ✓ Alors que la solidité des banques s'est renforcée de manière considérable et que le financement européen passe par les banques à plus de 70% dans l'Union Européenne, les instances de réglementation internationales et européennes travaillent à la **révision du traitement prudentiel** des risques portés par les banques.
 - ✓ Ces mesures visent à **augmenter le capital** que les banques doivent mettre en face de leurs expositions, notamment vis-à-vis des crédits aux entreprises.
 - ✓ Cette augmentation des exigences en capital pourrait conduire à **contraindre les volumes de financement et/ou un renchérissement du coût** de financement
 - ✓ Rupture de l'égalité des conditions de concurrence : les banques européennes seront les plus pénalisées par les nouveaux accords de Bâle. Seule l'Europe verra les exigences en capital augmenter significativement (+24,4%) contre 1,5% aux Etats Unis.
 - **La transposition européenne des accords de Bâle n'est pas uniquement un sujet de supervision bancaire, mais également un enjeu clé pour la défense de la souveraineté et de la compétitivité de l'économie européenne.**

DES ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES QUI MENACENT CETTE DYNAMIQUE (2/2)

Exigences de fonds propres x3



- Les opérations de Financements Spécialisés sont des financements essentiels pour le développement économique et la transition énergétique en Europe et pour le rayonnement des champions européens à l'international
- En dépit de la robustesse des garanties mises en places, le nouveau cadre réglementaire va **augmenter significativement le coût de ces opérations.**



Exigences de fonds propres x4

➤ Le Trade Finance sécurise et finance les transactions de commerce international en mettant en correspondance les différents besoins des exportateurs et des importateurs.

➤ Cette activité de financement qui soutient le développement et la compétitivité des entreprises européennes sera pénalisée par Moindre reconnaissance des assurances crédit et des collatéraux



Exigences de fonds propres min x2,5

Entreprises

- La nouvelle réglementation sera **pénalisante** pour les entreprises de bonne qualité mais ne bénéficiant pas d'une notation externe



Exigences de fonds propres x2